



Mise en œuvre de la révision de l'état des lieux (EDL) du cycle de gestion de l'eau 2028-2032 de la Martinique



**Lot n°2 : EDL 2025 des usages socio-économiques
de l'eau**

CEB du 05/12/2025
Présentation du cahier 5



SOMMAIRE

1/ Synthèse de la caractérisation des usages de l'eau et scénario tendanciel

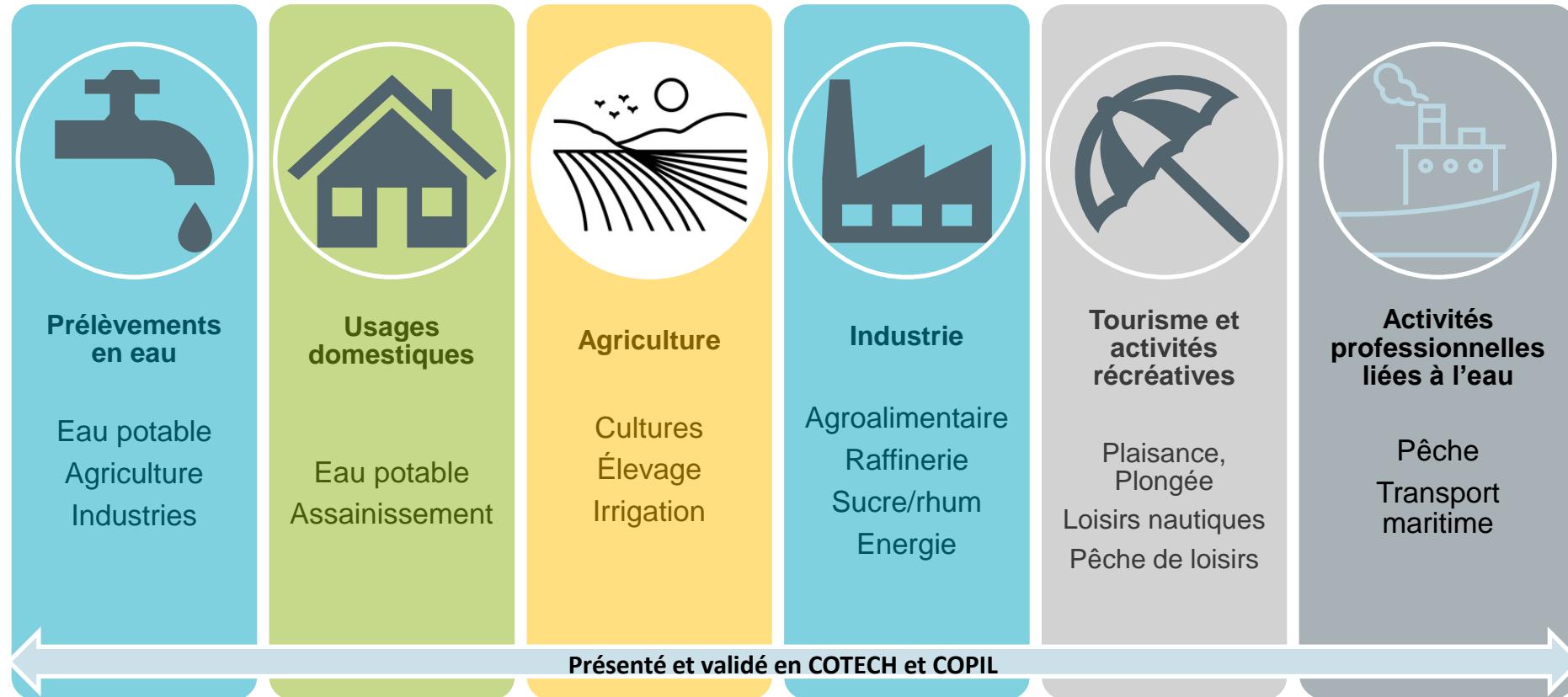
2/ Synthèse de l'exercice de récupération des coûts



De quels usages parle-t-on ?

Champ de l'évaluation socio-économique

6 COTECH thématiques organisés entre avril et septembre 2024



SYNTÈSE DE LA CARACTÉRISATION DES USAGES DE L'EAU

PRÉLÈVEMENTS ET ALIMENTATION EN EAU POTABLE

CHIFFRES CLEFS

Prélèvements

- 58 M m³ prélevés en 2021 tout usage confondu
- 73% des prélèvements pour AEP, 24% pour l'irrigation en 2021.
- 90% de prélèvements sur les eaux de surface.



L'eau potable en Martinique, c'est :



- 4 collectivités organisatrices
- 186 000 abonnés
- 42 Mm³ prélevés pour l'AEP chaque année
- Des consommations en baisse, de 152l./j./hab., soit 55 m³/an en 2021



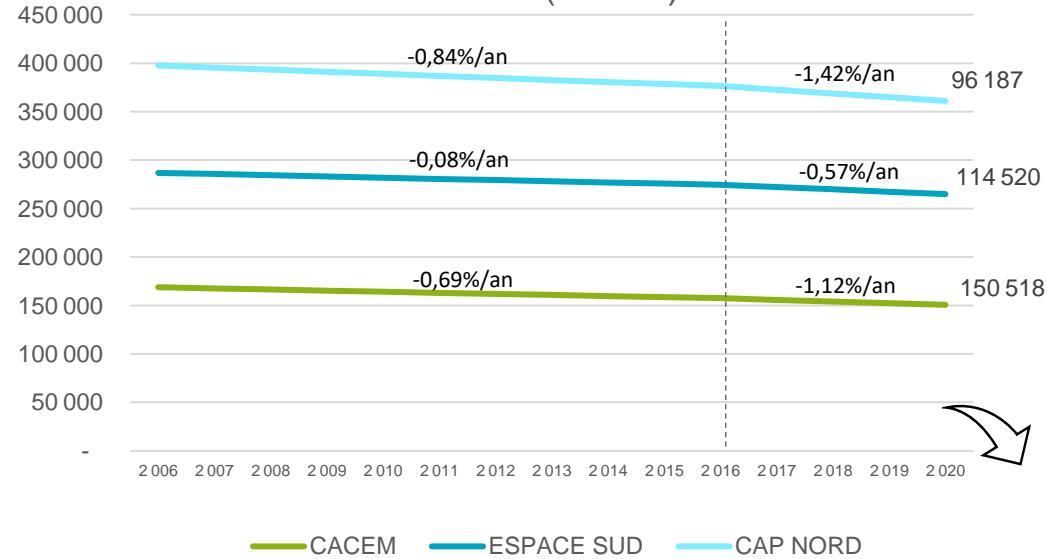
Le patrimoine :

- 36 prises d'eau
- 27 unités de potabilisation
- Environ 300 réservoirs, assurant 2,8 jours de consommation
- 3 526 km de réseau (hors branchement)
- des rendements de réseaux variables, estimés entre 57% et 81%.

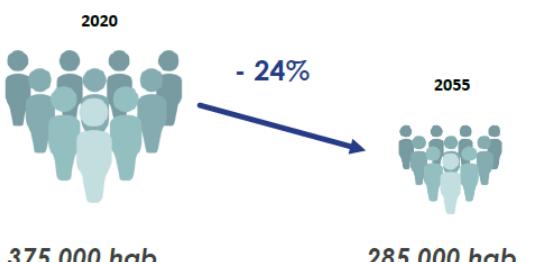


Eléments de réflexion prospective

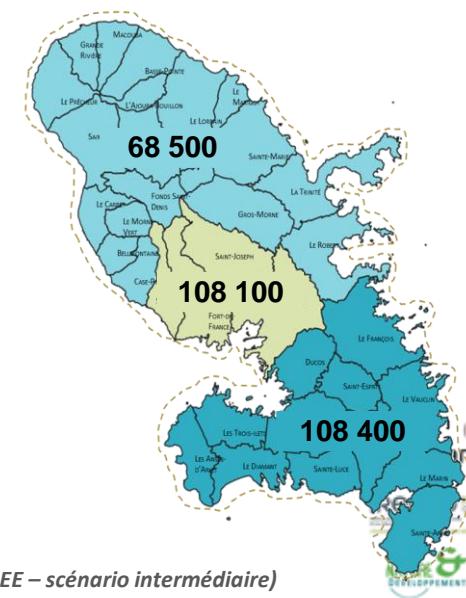
Variation de la population entre 2006 et 2020 par EPCI (INSEE)



Tendances démographiques



Situation
démographique en
2055* (285 000 hab.)



Lien avec la ressource et les milieux aquatiques



Baisse tendancielle de la population ↔ diminution des besoins de prélèvement ...



MAIS Forte dépendance aux eaux de surface

ET

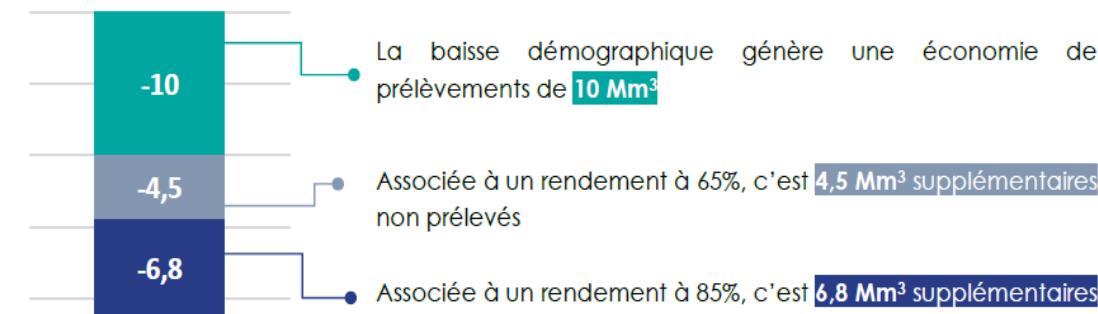
Effets du changement climatique
 Réduction de la disponibilité en eau superficielle lié aux effets du changement climatique

- **Fort soutien financier aux EPCI** pour engager des travaux de sécurisation, de diversification et de lutte contre les fuites (Plan Eau DOM, Plan de relance, FEDER et FSE, PPI ODE, etc.)
- **Nouvelle réforme des redevances** se veut incitative

- MAIS** moyens limités :
- **Capacité d'autofinancement limitée** par un prix du service déjà élevé, plaçant 20% de les abonnés en situation de pauvreté en eau.
 - **Ingénierie technico-financière** limite le rythme de travaux.

+ Quid de l'effet cumulé d'une baisse démographique et d'une amélioration des rendements de réseaux ?

Volumes d'eau non prélevés 2055 (Mm³)



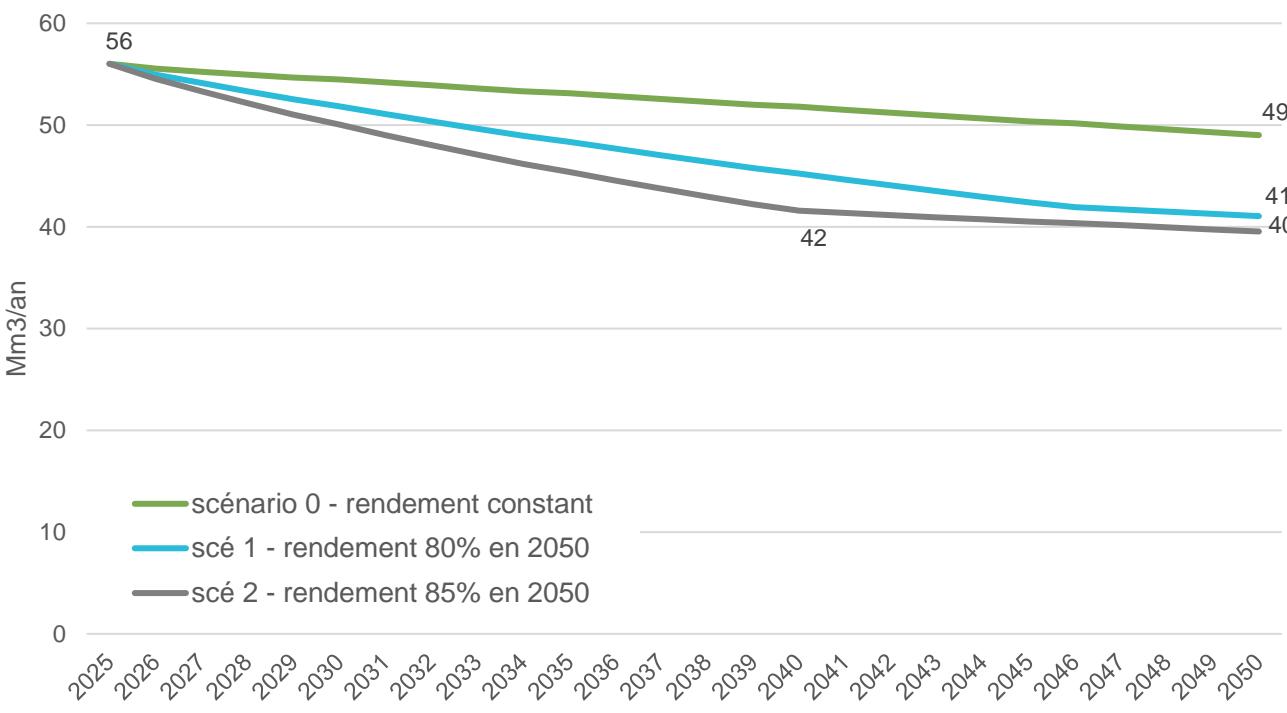
Sources : Etude MGR

SCÉNARIO TENDANCIEL DES BESOINS DE PRÉLÈVEMENTS À HORIZON 2050

PRÉLÈVEMENTS ET ALIMENTATION EN EAU POTABLE

| | Hypothèses communes | Hypothèses contrastées : rendement de réseaux |
|------------|---|--|
| Scénario 0 | <ul style="list-style-type: none"> Scénario démographique INSEE central Prélèvements agricoles et indus stables | Pas d'amélioration des rendements de réseau Hyp. Prudente : +0,85%/an ➔ 80% de rendement en 2050 |
| Scénario 1 | | Hyp. Optimiste : +1,5%/an ➔ 85% de rendement dès 2040 |
| Scénario 2 | | |

Evolution des prélèvements selon le rythme d'amélioration des rendements de réseaux (Mm3/an)



- A rendement constant, la seule baisse démographique se traduirait, à horizon 2050, par une réduction de la demande en eau domestique de 7Mm³ par rapport à 2025.
- L'amélioration des rendements de réseaux, au rythme de 0,85%/an pour atteindre 80% de rendement en 2050 permet de réduire les besoins AEP de 8Mm³, par rapport à un scénario de rendements constants.
- Enfin, viser +1,5%/an d'amélioration des rendements de réseau, pour atteindre 85% de rendement dès 2040, permet d'atteindre 10 ans plus tôt les besoins en eau du **scénario 1** à 2050 (42Mm³ en 2040 pour 41Mm³ en 2050 pour le scénario 1)

CHIFFRES CLEFS



L'assainissement collectif en Martinique, c'est...

- 3 collectivités organisatrices
- 79 900 abonnés en 2020, +19% depuis 2008
- 9 Mm³ traités en 2019.

Le patrimoine :

- 424 STEU, dont 106 intercommunales.
- Majorité de STEU de capacité < 2000 E.H.
- 33 STEU de capacité > 2000 E.H
- Faible taux de conformité (en cours d'actualisation)



CHIFFRES CLEFS

L'assainissement non collectif en Martinique, c'est...

- 3 collectivités organisatrices
- 106 500 abonnés, soit 57% des abonnés AEP

Le patrimoine :

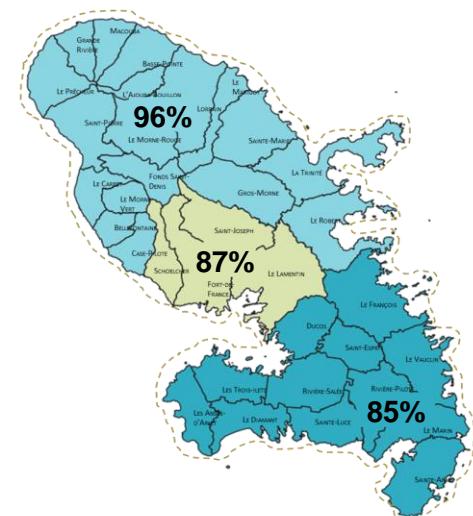
- 75 000 installations individuelles
- 215 mini-stations
- Pas d'évolution notable depuis 2019 (quantitativement et qualitativement)



Pression environnementale:

- Non-conformité très importante des installations individuelles (>85%) → pollution du milieu naturel

Pourcentage de non-conformité des installations ANC



SYNTÈSE DE LA CARACTÉRISATION DES USAGES DE L'EAU

AGRICULTURE

CHIFFRES CLEFS

Globalement,

- Environ 3% du PIB
- 23 000 ha exploités en 2022
- 156 M € de chiffres d'affaires (CA) en 2019
- 9000 actifs représentant 5 750 ETP en 2020

La banane

- 626 exploitations sur 5 000 ha (↓)
- 150 000 tonnes ↛ 110 M€ de CA



La canne à sucre

- 278 exploitations sur 4 000 ha (→)
- 189 000 tonnes ↛ 17M€ de CA en 2022
- Majoritairement destinée à la production de rhum



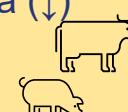
Le maraîchage

- 483 exploitations sur 2900 ha (↓)
- 7 700 tonnes ↛ 19 M€ de CA en 2022
- Importation : 60% des fruits et légumes consommés

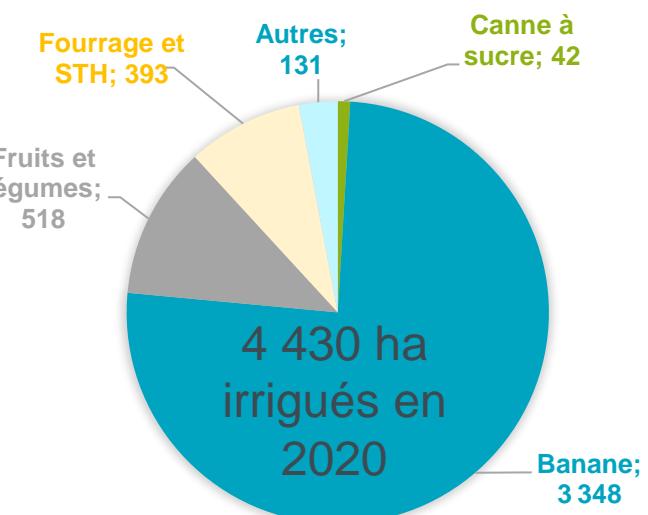


L'élevage

- 513 exploitations (hors avicole) sur 7 500 ha (↓)
- Manque de données actualisées post 2018

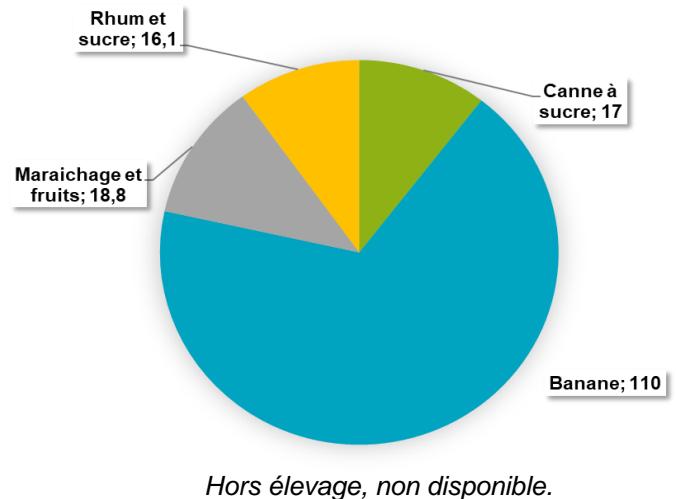


RÉPARTITION DE LA SAU IRRIGUÉE PAR FILIÈRE (VALEUR EN HA)



STH : surfaces toujours en herbe

Répartition du CA en M € en 2022 (hors élevage)



Focus sur l'agriculture biologique :
La SAU et le nombre d'exploitation a triplé entre 2016 et 2022.

1 052 ha



154 exploitations

TOURISME ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES

CHIFFRES CLEFS

Globalement,

- 1M de touristes par an
- 500 M€/an de dépenses des touristes (hors excursions)
- Forte hausse du tourisme de croisière sur la période 2012-2018

Hôtellerie :

- 1,24M de nuitées en 2023
- 2500 ETP dans 250 établissements.

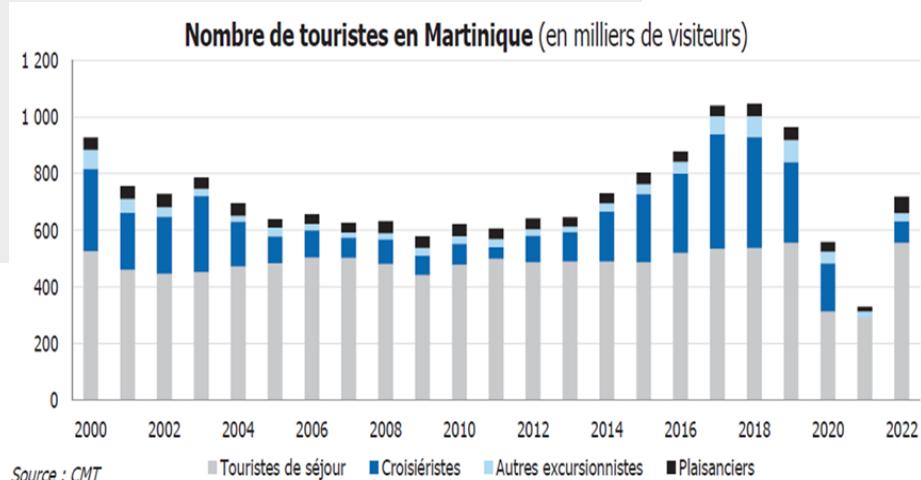
Plaisance :

- 15 000 en 2022 (↑)
- Enquête Parc Marin (2024) : $\frac{3}{4}$ des plaisanciers interrogés ne vidange pas dans une installation dédiée.

Pêche de loisir et plongée :

- 25 000 pêcheurs estimés en 2022
- 140 000 sorties plongées /an

Sources : Rapport Annuel, IEDOM, 2016-17 & 2022-23, Monographie maritime (DM, 2021-2022)



INDUSTRIES

CHIFFRES CLEFS

Globalement,

- 16% du PIB \Leftrightarrow 531 M€ de valeur ajoutée (→)
- 9 400 ETP
- 1,7Mm³/an prélevés \Leftrightarrow 3% des volumes totaux (↑)

Agroalimentaire (IAA) :

- 520 entreprises \Leftrightarrow 431 M€ de CA
- 3 200 ETP
- 3 sous-secteurs dominants : Rhum, Sucre, eau en bouteille.

Raffinerie SARA (↓)

- 283 salariés
- Retrait de la SARA du réseau Odyssi

Construction – BTP (↑)

- 6 357 salariés
- VA : 307 M€ \Leftrightarrow 3,6% du PIB

Industrie extractive

- 10 gravières / sablières / carrières : 123 salariés
- VA : 13,5 M€

Sources : IEDOM / INSEE / URSSAF / BNPE

ACTIVITÉS MARITIMES

CHIFFRES CLEFS

Pêche professionnelle

- 600 embarcations (↓)
- 530 marins pêcheurs (↓)
- Valeur ajoutée : 31 M€ en 2019*
- Couverture de la demande locale : 15% en 2021 (↑)

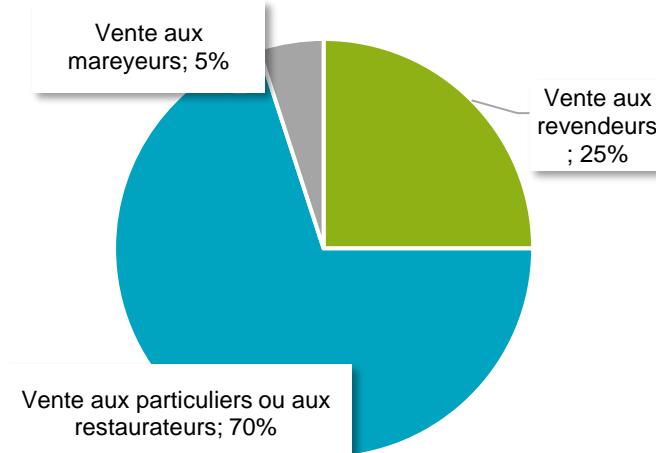
Aquaculture

- 6 fermes aquacoles

Transport maritime :

- 3,3 M de tonnes transité en 2023 (dont 1M d'export) (↑)
- Projet d'accroissement des capacités d'accueil

Répartition de la revente des produits de la pêche (2022)



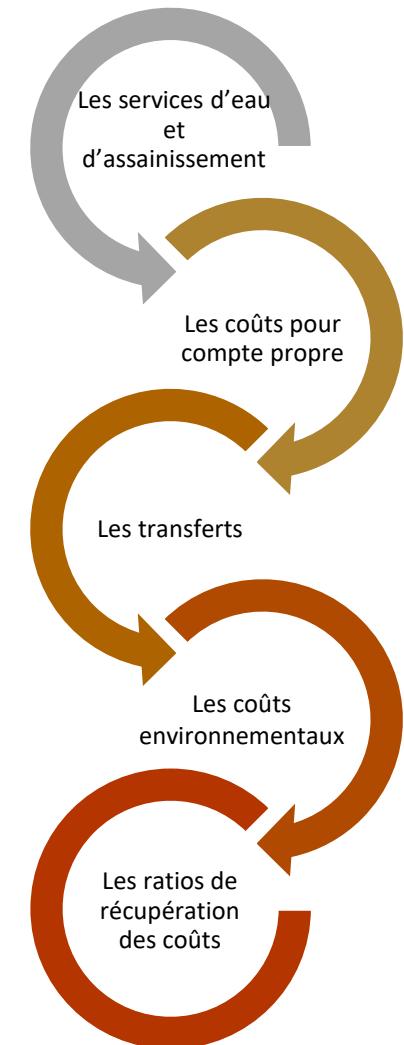
Ports de pêche et APIT





De quoi parle-t-on ?

- La DCE impose de prendre en compte le principe de la récupération des coûts des services liés à l'eau, comprenant les coûts financiers et les coûts environnementaux.
- Objectifs :**
 - Retracer l'ensemble des flux financiers liés à la gestion de l'eau, de tous les usagers
 - Evaluer dans quelle mesure le principe pollueur-paiteur est respecté ⇔ évaluer dans quelle mesure chaque catégorie d'usager supportent l'intégralité des coûts dont ils sont responsables.
 - Evaluer les coûts environnementaux, autrement dit les dommages que subit l'usager environnement, consécutif à l'action des autres usagers.
- C'est un chapitre du SDAGE :**
 - Révision tous les 6 ans
 - Exercice actuel couvre la période 2017-2021 et intégrera le SDAGE 2028-2033



SYNTÈSE DU CALCUL DE LA RÉCUPERATION DES COÛTS



Coût des services

- Chaque année, les services d'eau et d'assainissement coûtent 75 M€ (exploitation et investissement)
- Les recettes issues de la facturation du service permettent de couvrir 89 % du coût du service.
- Les subventions couvrent 11%.

Gestion patrimoniale

- Valeur à neuf estimée : 2 Mds€
- **Renouvellement cible : 45 M€/an**

32

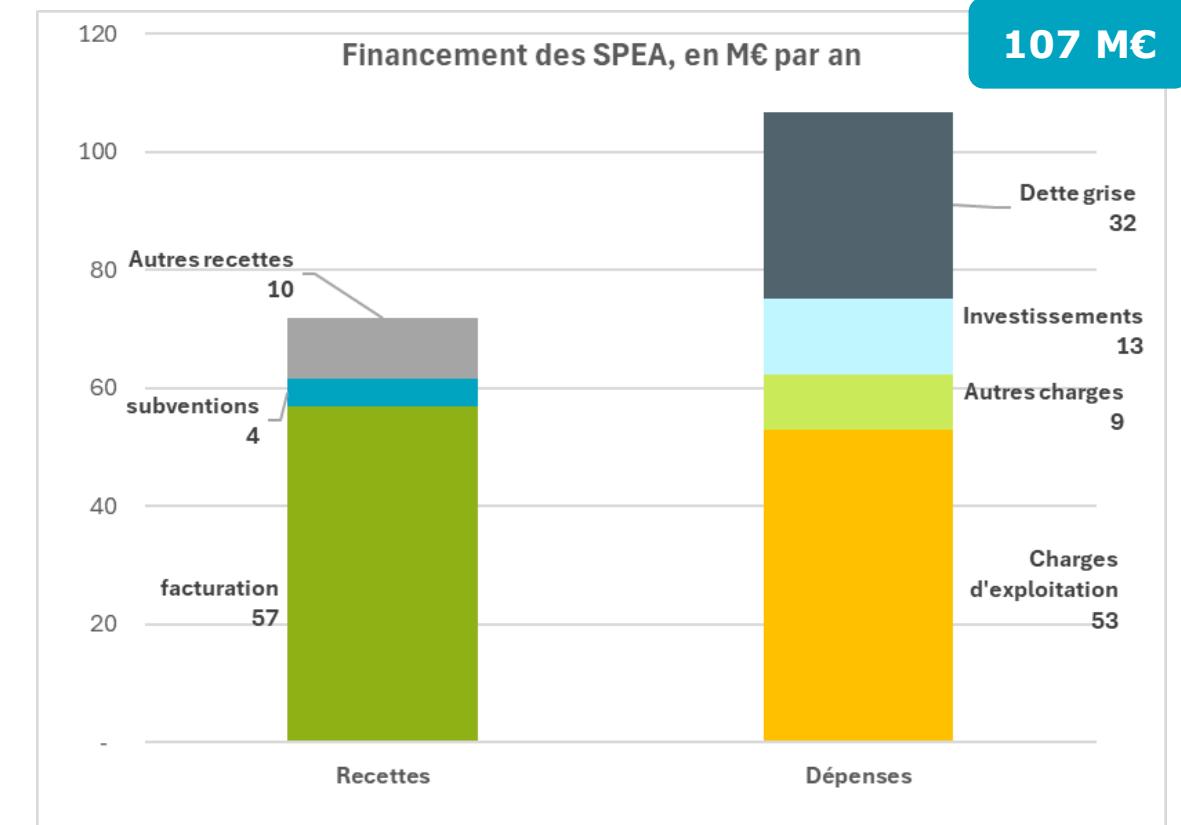
Déficit de renouvellement

13

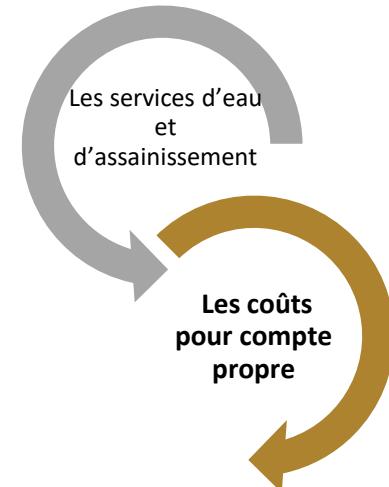
Renouvellement actuel

Raisons du déficit d'investissement :

- Capacités financières
- Ingénierie disponible
- Usure précoce des ouvrages en milieu insulaire
- Etc.

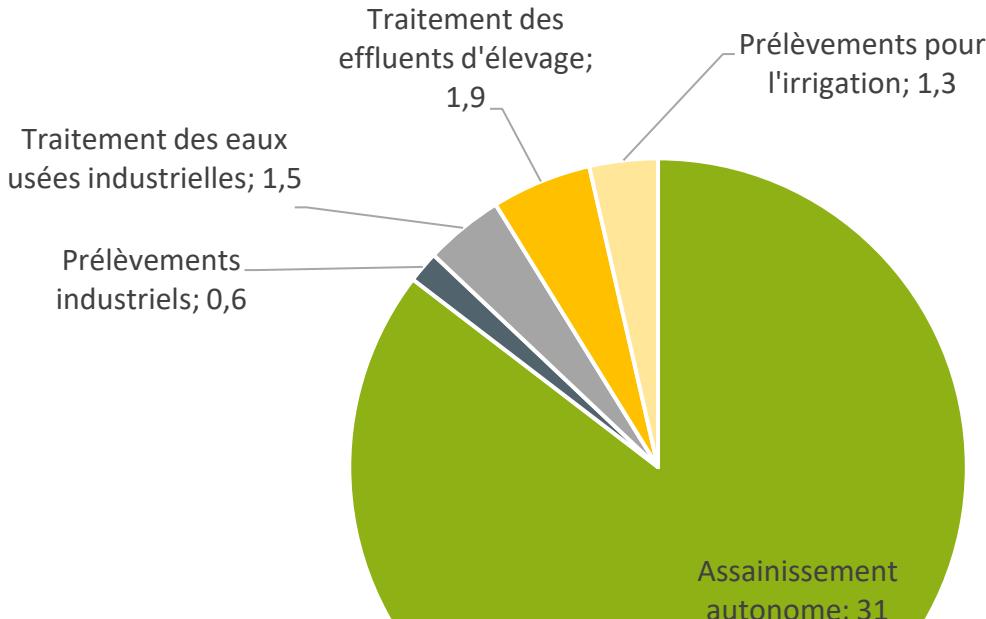


- Le déficit d'investissement aujourd'hui constitue une « dette grise » léguée aux générations futures.
- Investir aujourd'hui dans nos réseaux d'eau, c'est préserver la qualité et la sécurité du service pour les générations futures, tout en évitant des coûts bien plus élevés.

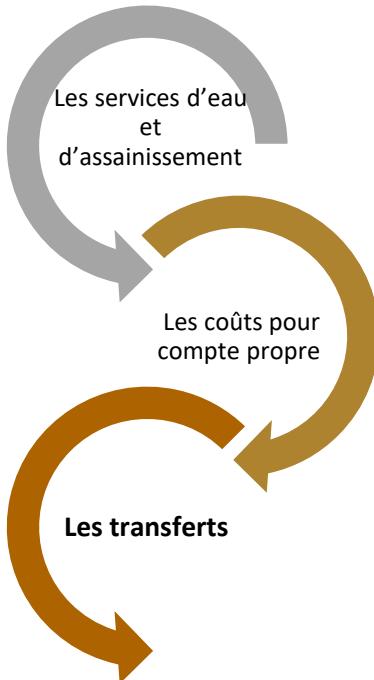


Dépenses qui devraient être engagées par les usagers pour gérer l'eau

36 M€/an

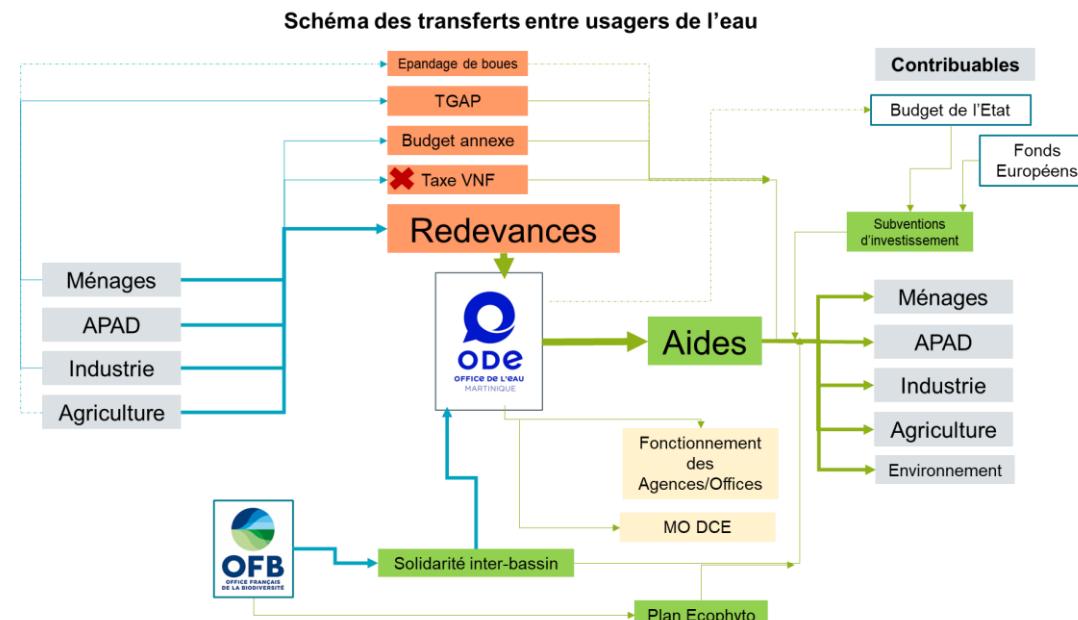


Les usagers individuels, par les investissements qu'ils réalisent, contribuent financièrement à la gestion durable de la ressource.



Flux d'argent qui circule entre différents acteurs, sans lien direct avec l'usage de l'eau.

- Transferts reçus, l'usager en est bénéficiaire, ils allègent la facture.
- Transferts payés, taxes et redevances que l'usager paye au motif qu'il compense son impact sur la ressource.



Pourquoi c'est important ?

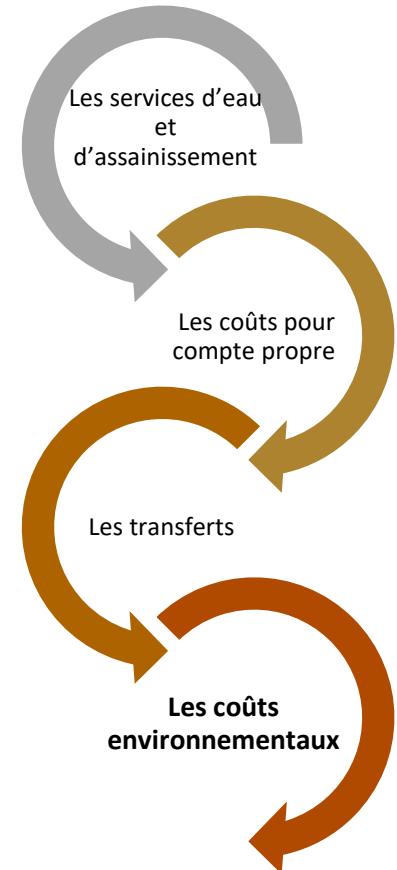
Comprendre ces transferts permet de :

- Mieux évaluer qui paie quoi pour les services liés à l'eau,
- Et s'assurer que les usagers qui polluent ou consomment beaucoup contribuent à la hauteur de leur impact.

En M€/an

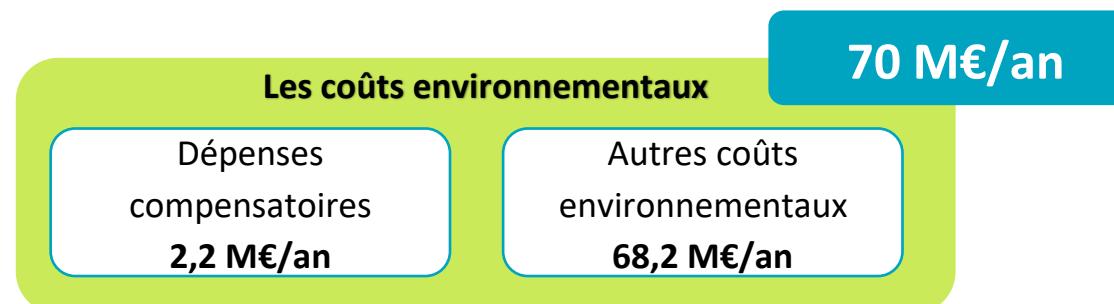
Transferts payés

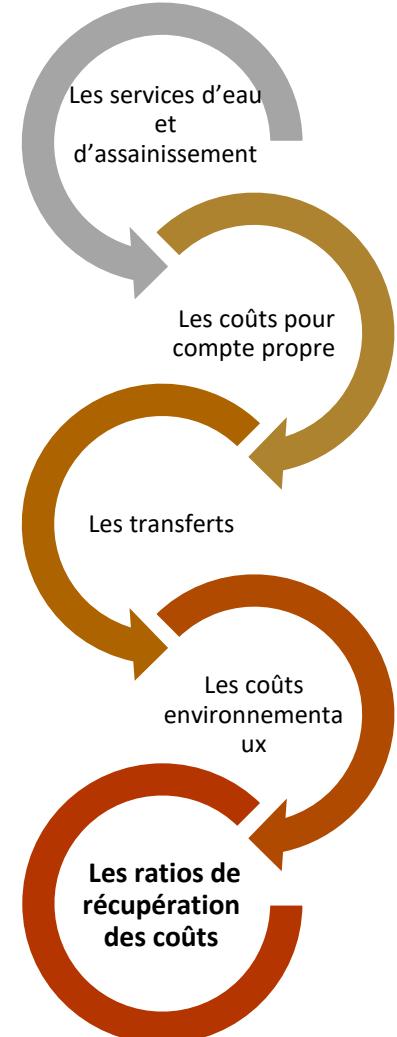
| | Ménages | APAD | Industrie | Agriculture | Contribuable | Environnement |
|---|---------|-------|-----------|-------------|--------------|---------------|
| Transferts payés | 6,6 | 2,1 | 0,3 | 0,2 | 5,4 | - |
| Transferts reçus | 11,8 | 3,6 | 0,4 | 1,8 | 0,5 | 0,4 |
| Solde transferts payés - transferts reçus | - 5,2 | - 1,5 | - 0,1 | - 1,6 | 5,0 | - 0,4 |



Impact des usages de l'eau sur les milieux naturels

- Dépenses compensatoires faisant l'objet d'un flux financier
- Autres coûts environnementaux ⇔ dommages non compensés par l'usager responsable de la dégradation : externalité négative.





Pour chaque usager, calcul du ratio de récupération des coûts

$$\frac{\text{coût supporté par l'usager}}{\text{coût réel des services dont il bénéficie}}$$

Taux < 1

L'usager paie moins qu'il ne bénéficie de services



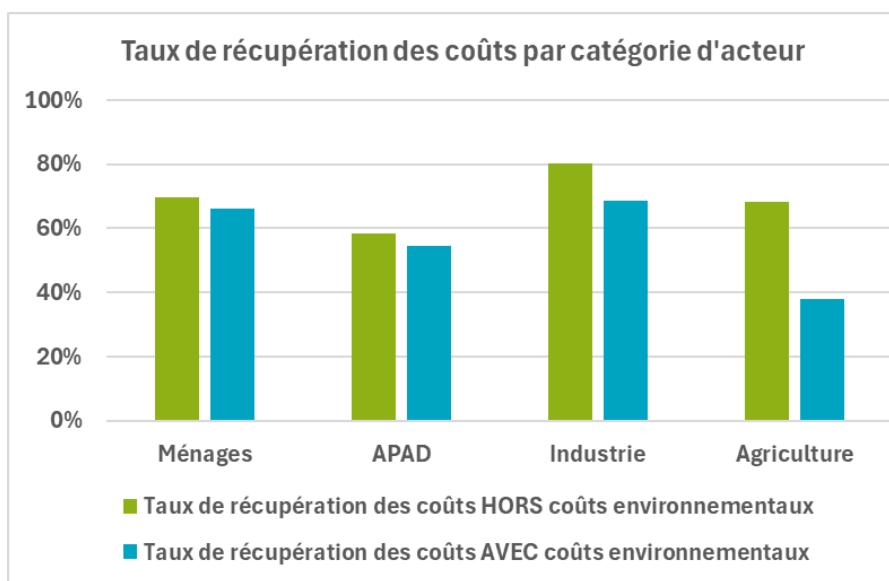
L'usager est **bénéficiaire net**

Taux > 1

L'usager paie plus qu'il ne bénéficie de services



L'usager est **contributeur net**



L'usager contribuable est contributeur net :

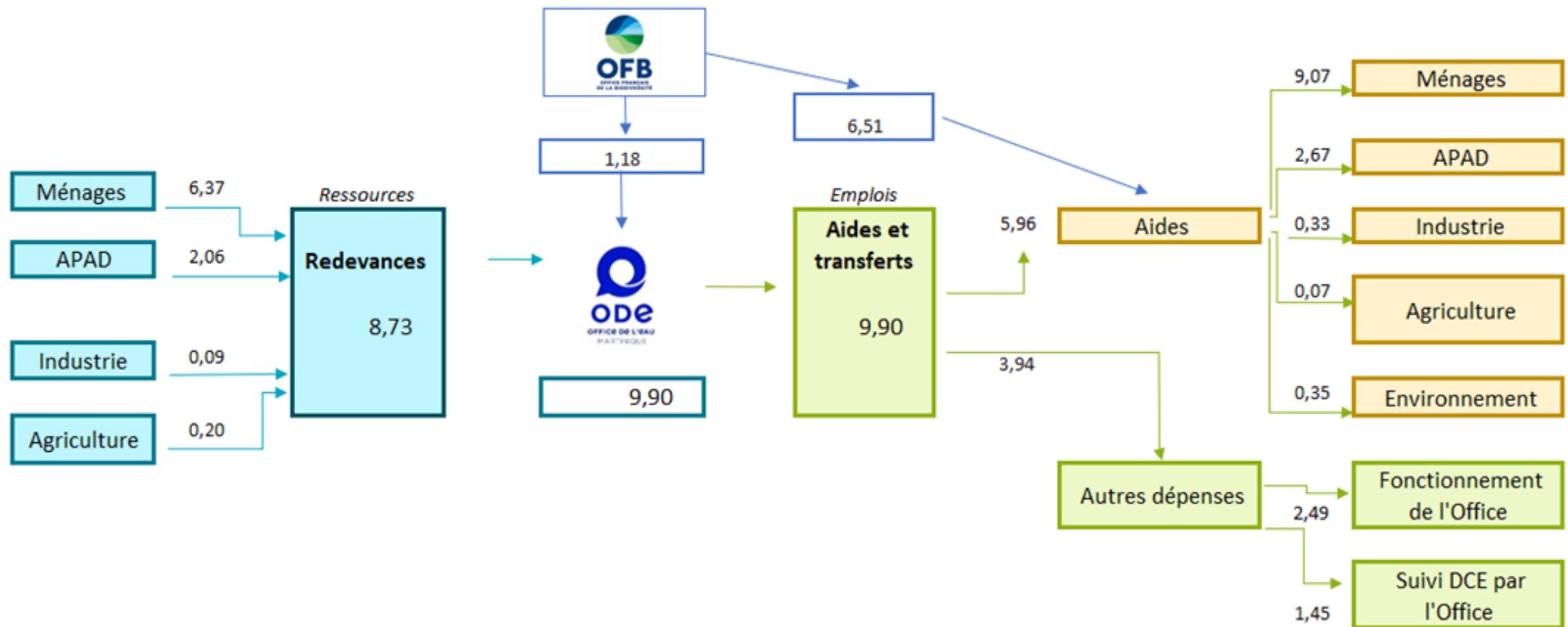
- Reçoit environ 0,5M €/an
- MAIS
- Contribue à hauteur de 5,4 M€ /an (subvention Etat)

L'usager environnement est contributeur net :

- Fournit des services écosystémiques, gratuits
- MAIS
- Subit des dommages non compensés estimés à 70 M€/an



Focus sur le mécanisme aides / redevances de l'ODE





Merci de votre attention

CEB du 05/12/2025

